

49416

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/RES/96(VI)
29 février 1964

Original: ANGLAIS/
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Résolution 96(VI) adoptée par la Commission à sa 111ème séance plénière

le 28 février 1964

La Commission économique pour l'Afrique,

Déterminée à hâter le développement économique et social de l'Afrique
par une action concertée des Etats africains,

Considérant la nécessité d'accélérer l'établissement d'institutions
qui, par leur nature et leurs fonctions, peuvent servir à la promotion
d'une coopération harmonieuse dans le domaine du financement du dévelop-
pement de la région,

Consciente de l'importance de rendre les économies des pays africains
de plus en plus complémentaires afin de promouvoir un développement ordonné
de leurs industries, en même temps qu'une expansion de leur commerce,

Reconnaissant que l'établissement de la Banque africaine de dévelop-
pement peut utilement servir ces fins,

Rappelant le souhait exprimé par les Chefs des Etats africains à leur
réunion en mai à Addis-Abéba d'une "rapide constitution de la Banque africaine
de développement",

Prenant note avec satisfaction que l'Accord établissant la Banque africaine de développement a été adopté par une Conférence des ministres des finances, réunie en application de la résolution 52(IV), et est maintenant ratifié par trente pays sur les trente-trois membres susceptibles d'y adhérer,

Considérant le rapport du Secrétaire exécutif sur les travaux du Comité des Neuf en vue de la préparation de l'établissement de la Banque,

1. Adresse une demande pressante à tous les gouvernements signataires de hâter la ratification de l'Accord et le dépôt des instruments de sa ratification auprès du Secrétaire général des Nations Unies permettant ainsi l'entrée en vigueur de l'Accord et par voie de conséquence la rapide entrée en activité de la Banque;

2. Exprime sa gratitude au Comité des Neuf pour ses travaux et au Secrétaire exécutif et à son secrétariat pour leur rôle actif et l'assistance apportée au Comité dans la préparation d'une mise sur pied rapide de la Banque;

3. Invite les pays membres à verser leurs contributions déjà dues au Secrétaire exécutif pour les travaux préparatoires ainsi que convenu lors de la Conférence des Ministres des finances à Khartoum.